

OTC

Toute solution qui conduirait à l'exode des Arméniens d'Artsakh ne peut être acceptable »

Toute solution à la question d'Artsakh qui entraînerait l'exode des Arméniens d'Artsakh ne peut être acceptable pour l'Arménie, a déclaré aux journalistes le député du bloc du contrat civil au pouvoir, Eduard Aghajanyan.

Parlant de la déclaration du 14 avril du Parlement d'Artsakh qui a sévèrement critiqué le gouvernement arménien et demandé à Erevan de « renoncer à sa position catastrophique actuelle », Aghajanyan a déclaré qu'aucun processus secret ne se déroulait dans le dos des Arméniens d'Artsakh. « Il n'y a pas de processus derrière le dos des Arméniens d'Artsakh, et cela ne peut pas être le cas. Et naturellement, le bénéficiaire le plus important de ce processus est le peuple d'Artsakh lui-même », a déclaré Aghajanyan.

Concernant la déclaration du parlement d'Artsakh, Aghajanyan a déclaré que leurs collègues d'Artsakh avaient peut-être mal compris le discours du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan.

« Le conflit d'Artsakh n'a jamais été un conflit territorial pour l'Arménie, il a été une question d'exercice du droit des Arméniens d'Artsakh à vivre en toute sécurité dans leur patrie. Par conséquent, pour nous, le statut a toujours été une mesure pour exercer ces droits. La position de l'Arménie sur cette question a toujours été inchangée », a déclaré le député.

Parlant de la question de l'abaissement de la barre dans la question du statut du NK - ce que le Premier ministre arménien a déclaré que la communauté internationale demande à l'Arménie de faire - Aghajanyan a déclaré : "Il s'agit avant tout de la barre à la suite de laquelle le type de la consolidation de la

communauté internationale sera assurée autour de l'Arménie, ce qui rendrait au moins une solution pro-arménienne plus probable. Nous avons 30 ans d'expérience de négociation au cours desquels nous avons eu une certaine barre, et aussi à cause de cela pendant ces 30 années, l'Arménie était essentiellement dans un isolement diplomatique, dont je crois que nous voyons tous les conséquences, et nous avons également vu pendant et après la guerre de 44 jours. Je pense qu'il est temps de tirer des conclusions de nos erreurs et d'avancer avec des raisons réalistes.

Parlant à nouveau des déclarations des parlementaires d'Artsakh, Aghajanyan a réitéré que le discours du Premier ministre Pashinyan n'incluait rien sur le fait que l'Artsakh faisait ou ne faisait pas partie de l'Azerbaïdjan.

Parlant de la question concernant un éventuel statut de l'Artsakh, Aghajanyan a déclaré : « Je pense que toute solution qui conduirait le peuple d'Artsakh à accepter de continuer à vivre en Artsakh sera acceptable pour tout le monde, en premier lieu pour le peuple d'Artsakh lui-même. La condition est que si c'est acceptable pour le peuple d'Artsakh, alors je suppose que c'est aussi acceptable pour l'Arménie et ses citoyens. Il s'agit du genre de conditions qui aboutiraient à garantir tous les droits des Arméniens d'Artsakh, conditions dans lesquelles le peuple d'Artsakh ne voudrait pas quitter l'Artsakh. Sinon, la solution qui serait naturellement proposée ne serait pas compatible avec les intérêts de l'Arménie, ni du peuple de l'Artsakh. Toute solution qui conduirait à l'exode des Arméniens d'Artsakh ne peut être acceptable pour la République d'Arménie.

Aghajanyan a noté que c'est pour des motifs et des raisons réalistes que le gouvernement arménien attache de l'importance à être au même niveau, sur la même ligne avec la communauté internationale sur cette question. Il a dit que c'est une condition extrêmement importante pour que le problème soit résolu de la manière la plus favorable possible.

par [Jean Eckian](#)

2- Les Nouvelles d'Arménie

16/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91795

Région de Mardakert : l'armée azerbaïdjanaise revient à son point de départ

Les forces armées azerbaïdjanaises qui avaient violé la ligne de contact dans la zone neutre près de la colonie de Seysulan dans la région de Martakert, sont retournées à leur position de départ, après les négociations entreprises par les troupes russe de maintien de la paix.

Le ministère russe de la Défense avait confirmé hier la violation de la ligne de contact dans la zone de la colonie de Yarimja de la région de Martakert.

« Le commandement du contingent russe de maintien de la paix, en coopération avec les représentants du Haut-Karabakh et de l'Azerbaïdjan, prend des mesures pour résoudre l'incident », avait indiqué le communiqué.

Il avait également mentionné que les soldats de la paix russes surveillent la situation dans 27 postes d'observation 24 heures sur 24, contrôlant le respect du régime de cessez-le-feu et qu'une coopération permanente est maintenue avec les états-majors des forces armées d'Arménie et d'Azerbaïdjan pour assurer la sécurité des casques bleus russes et prévenir d'éventuels incidents.

par [Ara Toranian](#)

3- Les Nouvelles d'Arménie

16/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91796

La Russie annonce une médiation séparée sur l'accord Arménie-Azerbaïdjan

Invoquant un manque de coopération de la part des États-Unis et de la France, la Russie a signalé qu'elle agirait seule dans la médiation des négociations sur un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Moscou a annoncé jeudi en fin de journée qu'Igor Khovaev, le coprésident russe du groupe de Minsk de l'OSCE, sera désormais l'envoyé spécial du ministre des

affaires étrangères, Sergueï Lavrov, chargé de « favoriser la normalisation des relations » entre les deux États du Caucase du Sud.

« La question de la préparation du traité de paix sera au centre de son attention », a déclaré Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères. « Nous comptons sur le soutien des efforts de Khovaev par nos alliés et partenaires à Bakou et Erevan. »

Lavrov et son homologue arménien Ararat Mirzoyan se sont à nouveau entretenus par téléphone vendredi. Selon le ministère russe des Affaires étrangères, ils ont discuté, entre autres, des « perspectives d'accord sur un traité de paix entre Erevan et Bakou avec l'aide de la Russie. »

Depuis des décennies, les États-Unis, la France et la Russie codirigent le groupe de Minsk de l'OSCE chargé de trouver une solution au conflit du Haut-Karabakh. M. Lavrov a déclaré la semaine dernière que Washington et Paris avaient cessé de coopérer avec Moscou sur ce conflit en raison de la guerre en Ukraine. Les responsables américains et français n'ont pas démenti ces propos.

Le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, a déclaré jeudi que Washington « est prêt à s'engager de manière bilatérale et avec des partenaires aux vues similaires, y compris par le biais du rôle de coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE, pour aider les pays à trouver une paix globale à long terme ».

« Je ne peux pas parler du rôle que la Russie pourrait jouer dans ce domaine », a-t-il déclaré aux journalistes lorsqu'on lui a demandé si les États-Unis évitaient effectivement les efforts de médiation conjoints avec la Russie.

M. Price a également salué les résultats des pourparlers du 6 avril entre les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui ont été accueillis par le président du Conseil européen Charles Michel à Bruxelles. Nikol Pashinian et Ilham Aliyev ont convenu de commencer à rédiger l'accord de paix global et de mettre en place une commission chargée de délimiter la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Le 8 avril, M. Lavrov a accusé l'UE de tenter de mettre Moscou sur la touche et d'utiliser le conflit du Haut-Karabakh pour sa « ligne russophobe ». Il a déclaré que l'UE voulait s'attribuer le mérite des accords arméno-azerbaïdjanaïses sur la démarcation de la frontière et les liaisons de transport qui ont été négociés par le président russe Vladimir Poutine après la guerre de 2020 au Karabakh.

M. Pashinian et M. Aliyev ont téléphoné à M. Poutine le lendemain pour l'informer de leurs entretiens à Bruxelles. Le premier ministre arménien doit se rendre à Moscou le 19 avril.

« La Russie est déterminée à faciliter la conclusion d'un traité de paix entre Erevan et Bakou », a déclaré Zakharova jeudi. Elle a souligné dans le même

temps que Moscou était « ouvert à une interaction constructive avec d'autres acteurs intéressés. »

par [Ara Toranian](#)

4- Le Courrier d'Erevan

15/04/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/les-armeniens-de-lartsakh-connaissent-bien-le-prix-de-la-paix>

« Les Arméniens de l'Artsakh connaissent bien le prix de la paix »



Dans le contexte des négociations globales qui semblent s'engager entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et qui décideront du sort et de l'avenir du Haut-Karabakh, l'Assemblée nationale d'Artsakh a publié un appel solennel.

Hier, 14 avril, Arayik Harutyunyan, président de la République d'Artsakh, a réuni ses prédécesseurs, Arkady Ghukasyan et Bako Sahakyan, afin de discuter des derniers développements et tractations multilatérales dont la république autoproclamée fait actuellement l'objet. Ils ont évoqué la situation militaro-politique dans la région et les défis « tant internes qu'externes auxquels elle est confrontée et les moyens de les surmonter ». Dans le même temps, le parlement d'Artsakh publiait un appel solennel à tous les arméniens et aux instances nationales et internationales que nous reproduisons sous ces lignes.

La veille et le matin même, Nikol Pashinyan, s'était exprimé longuement et à deux reprises devant l'Assemblée nationale d'Arménie dans le contexte du démarrage des pourparlers de paix avec l'Azerbaïdjan.

Assemblée nationale de la République d'Artsakh - Déclaration :

« Le statut juridique et politique actuel de la République d'Artsakh est le résultat de la volonté du peuple à travers trois référendums, sous l'influence de la Constitution qu'il a adoptée, grâce à l'accord national conclu les années précédentes entre toutes les couches d'Arméniens.

Les Arméniens de l'Artsakh connaissent bien le prix de la paix. Le statut d'État de l'Artsakh, le droit de vivre librement et indépendamment dans la patrie historique sont des valeurs absolues auxquelles même la menace de la guerre ne peut nous soustraire.

Dans le cadre de l'agenda de "paix" arméno-azerbaïdjanais, tout processus de négociation sur l'annexion de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan lui-même, ainsi que la signature du document final, portent atteinte non seulement au statut d'État de l'Artsakh, mais aussi au droit inaliénable des Arméniens de l'Artsakh de vivre dans leur patrie historique.

Nous exigeons que les autorités de la République d'Arménie abandonnent leur position catastrophique actuelle et soient guidées uniquement par ces valeurs. Aucun gouvernement n'a le droit d'abaisser la barre de l'autodétermination internationalement reconnue à un statut inacceptable pour l'Artsakh sous prétexte de "paix".

Nous nous adressons au nom des Arméniens de l'Artsakh.

- Les Arméniens du monde entier se tiennent fermement aux côtés des frères et sœurs d'Arménie et d'Artsakh dans cette juste lutte.

- Nos collègues de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie ne doivent pas s'écarter de la résolution de 1992 du Conseil suprême de la République d'Arménie par le jugement du 8 juillet.

- Les dirigeants de la Fédération de Russie, au cours de leur très importante mission de maintien de la paix, ne devraient permettre à personne de manipuler les questions émergentes pour mettre en doute la sécurité future du peuple d'Artsakh.

- Les dirigeants des pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, malgré d'autres désaccords, doivent faire des efforts pour maintenir un quorum avec un mandat international unique pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh ».

Assemblée nationale de la République d'Artsakh

5- Les Nouvelles d'Arménie

15/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91760

L'annexion forcée du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan deviendra une tragédie historique...

L'annexion forcée de l'Artsakh (Haut-Karabakh) à l'Azerbaïdjan conduira à la destruction de l'Artsakh et deviendra une tragédie historique et morale pour l'État arménien et le peuple arménien, a déclaré aujourd'hui le président du parlement d'Artsakh, Artur Tovmasyan.

« L'Artsakh n'a jamais fait et ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan indépendant et toute discussion sur cette question est inacceptable pour nous. C'est la "ligne rouge" que personne n'a le droit de franchir. L'annexion forcée de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan conduira à la destruction de l'Artsakh et sera une tragédie

géopolitique historique et morale pour l'État arménien et le peuple arménien », a-t-il déclaré lors d'une session extraordinaire du parlement de l'Artsakh.

Tovmasyan a souligné que le peuple d'Artsakh est déterminé et ne déviara pas de la voie qu'il a choisie.

"Nous avons payé un prix extrêmement élevé pour notre indépendance et notre liberté, et nous n'avons aucun droit moral de clore notre histoire de manière indigne. Gloire éternelle à tous nos soldats de libération qui sont morts dans les trois guerres d'Artsakh, dans les régions frontalières d'Arménie et en mars 2022. Il est clair pour tout le monde qu'ils sont morts pour la nation arménienne, pour l'existence du peuple arménien et de l'Artsakh », a déclaré Tovmasyan.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a déclaré jeudi que la communauté internationale faisait pression sur l'Arménie pour qu'elle baisse un peu la barre sur la question du statut du Haut-Karabakh et reconnaisse l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, car sinon elle ne pourra pas aider la partie arménienne.

La déclaration de Pachinian a provoqué une « vague de mécontentement » en Arménie et au Haut-Karabakh. Le ministre des Affaires étrangères de ce dernier, Davit Babayan, a déclaré que toute tentative d'incorporer l'Artsakh à l'Azerbaïdjan conduirait à un bain de sang et à la destruction de l'Artsakh.

Par Jean Eckian

6- Eurasianet

15/04/2022

<https://eurasianet.org/officials-in-karabakh-break-with-armenia-over-negotiations>

Officials in Karabakh break with Armenia over negotiations

As the Armenian government moves toward significant concessions, some in

Karabakh are exploring a radical solution: joining Russia.

[Ani Mejlumyan](#)

Authorities in self-proclaimed Nagorno-Karabakh have spoken out against the Armenian government for signaling a willingness to make concessions that would allow Azerbaijan to regain control over the territory.

"Any attempt to incorporate Artsakh into Azerbaijan would lead to bloodshed and the destruction of Artsakh," said Davit Babayan, the de facto foreign minister of Karabakh, using an alternate Armenian name for the region. "And after the destruction of Artsakh there would be no Republic of Armenia," he said on April 14 at an extraordinary session of the territory's parliament.

At the end of the session, the parliament [issued](#) a statement declaring that: "Any change of Nagorno-Karabakh's status is unacceptable."

The criticism from Stepanakert followed [comments](#) by Armenia Prime Minister Nikol Pashinyan the day before, in which he explained that the international community is pushing Armenia to "lower the bar a bit on Nagorno-Karabakh's status" and recognize Azerbaijan's territorial integrity, which would amount to ceding control of the territory to Baku.

Negotiations between Armenia and Azerbaijan have been [gaining pace](#) in recent weeks, with Armenia [signaling a willingness](#) to do what officials had hitherto refused: relinquish sovereignty over Karabakh, the territory at the heart of the decades-long conflict between the two sides.

Ethnic Armenian forces have controlled the territory since the first war between the two sides in the early 1990s. Since then, its population of an estimated 150,000 people had been almost entirely ethnic Armenians.

In the second war, in 2020, Azerbaijan regained much of the territory that it had lost, though most (it is not clear how many) of the previous residents continue to live there, in the parts remaining under Armenian control. Now, negotiations have begun over a final resolution to the conflict which will decide the ultimate fate of

the territory.

"Armenians in Artsakh very well recognize the cost of peace," member of parliament Artur Mosiyan, of the Armenian Revolutionary Federation - Dashnaktsutsyun party, [said](#) before lawmakers, reading the text of the declaration. "Artsakh's statehood and the right to live freely in one's historical homeland are absolute values and even the threat of war can't hold us back."

The statement called on the Armenian government to "abandon their destructive position of lowering the bar of negotiations under the pretext of peace, agreeing to the unacceptable status of Artsakh."

Arayik Harutyunyan, Karabakh's de facto president, held several meetings to discuss the issue with local political figures and civil society members on April 13. "We understand that we have to coexist like neighbors [with Azerbaijan] but living under their control is impossible," he [said](#) at one meeting, in Martakert. "The only way is keeping the status quo."

The Nagorno-Karabakh Republic has not been recognized by any other state, including Armenia, but Yerevan has been its security guarantor and has provided the majority of its state budget. Since Pashinyan came to power in 2018, ousting a former Armenian government headed by leaders of the first Karabakh war, [relations](#) between Yerevan and Stepanakert have been [rocky](#).

Pashinyan, early in his premiership, was promoting the idea for the de facto Karabakh leadership to be brought into the diplomatic negotiations with Azerbaijan, though the idea never bore fruit. Following the 2020 war, relations [took a more decisive turn to the bad](#).

Now, Pashinyan appears to be negotiating with little, if any, input from Stepanakert.

The prime minister on April 14 again pushed back against claims that he was sacrificing the Armenians of Karabakh.

"What I've been saying has been all about not surrendering Karabakh," the prime minister said in a special session of parliament. "We are saying that the people of Karabakh must not leave Karabakh, the people of Karabakh must live in Karabakh, the people of Karabakh must have rights, freedoms, and a status,"

though he did not elaborate on what that status might be.

In the uncertain situation, some in Karabakh are advocating for an unlikely solution: for the territory to become part of Russia.

One former leader of the Askeran region, Sasun Barseghyan, has proposed holding a referendum on joining Russia in order to “avoid physical annihilation, to save the remains of the shattered Artsakh,” as he [put it](#) in a Facebook post.

“Online, people started to dispute this, claiming that our soldiers spilled their blood for rejoining Armenia, not Russia,” said Naira Baghdassaryan, a resident of a village near the new line of contact with Azerbaijani forces that has seen [increased tension in recent weeks](#). “But I should say that the number of people who want to join Russia is no less. The question is whether Russia sees Karabakh as a part of it,” she said in an [interview](#) with Open Democracy.

The territory has become heavily dependent on Russia since the 2020 war; a 2,000-strong Russian peacekeeping force now provides security for the remaining Armenian population and appears to call many of the shots politically. While [many are wary](#) of Russia’s heavy influence, Karabakhis also see their security in Moscow’s hands.

One commentator, Anush Ghavalyan, said the move toward Russia was the result of the sense of abandonment from the international community.

And Harutyunyan himself also endorsed the idea. “To continue living here, having de facto independence, striving for further de jure changes, it can be independence, it can be a union with Armenia, which I consider unlikely, but it also can be some relations with Russia in a direct vertical framework,” he said at the Martakert meeting.

Ani Mejlumyan is a reporter based in Yerevan.

7- Les Nouvelles d'Arménie

15/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91768

L'Artsakh reproche à Aliyev de semer la haine envers les Arméniens

Le gouvernement de l'Artsakh a critiqué jeudi le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev pour avoir continué à semer la haine envers les Arméniens et ses déclarations sur l'Artsakh jugées « fausses ».

Le ministre d'État de l'Artsakh, Artak Beglaryan, a pris la parole sur les médias sociaux pour réfuter les affirmations faites par M. Aliyev cette semaine lors d'une session du gouvernement à Bakou, où il a réitéré l'affirmation selon laquelle le conflit du Karabakh s'est terminé avec l'attaque agressive de l'Azerbaïdjan sur l'Artsakh en 2020. Le dirigeant azerbaïdjanais a également ajouté que les signaux en provenance d'Erevan indiquaient que le Karabakh tomberait sous le contrôle de l'Azerbaïdjan, les discussions sur un statut ayant effectivement marqué une pause.

M. Aliyev a également affirmé que les forces de l'Artsakh visaient les positions azerbaïdjanaises à Aghdam, forçant Bakou à ordonner l'invasion du village de Parukh dans la région d'Askeran de l'Artsakh et faisant avancer les forces azerbaïdjanaises sur les hauteurs stratégiques de Karaglukh.

Beglaryan a déclaré que tout statut de l'Artsakh au sein de l'Azerbaïdjan est inacceptable.

« Malgré la déclaration d'Aliyev, le conflit Azerbaïdjan-Karabakh n'a pas été réglé, et il devrait l'être avec le soutien de la communauté internationale, principalement par la réalisation inconditionnelle et sans entrave du droit à l'autodétermination du peuple de l'Artsakh », a déclaré Beglaryan.

« En plus d'une base juridique et historique suffisante, la politique génocidaire contre les Arméniens et la politique systémique d'arménophobie de l'Azerbaïdjan, en particulier au cours des 34 dernières années, sont des raisons supplémentaires pour dire que l'Artsakh ne peut pas faire partie de l'Azerbaïdjan, quel que soit son statut », a ajouté Beglaryan.

« Les forces armées de l'Artsakh n'ont jamais tiré en direction du réservoir de Khachen et d'Akna (Aghdam) depuis Parukh et Karaglukh, et si Aliyev a des preuves contraires, il peut les publier. Au cours des semaines précédant l'invasion de Parukh, l'Azerbaïdjan a eu recours à des provocations, en tirant des mortiers en direction de la population civile », a ajouté le ministre d'État.

Il a également déclaré que l'interruption délibérée et le rétablissement tardif de

l'approvisionnement en gaz naturel de l'Artsakh ne peuvent être considérés comme une « expression de bonne volonté », comme l'a formulé Aliyev dans ses remarques cette semaine.

par [Ara Toranian](#)

8- Les Nouvelles d'Arménie

15/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91771

Les États-Unis sont prêts à aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à trouver la paix - Ned Price

Les États-Unis restent engagés dans la promotion d'un avenir pacifique, démocratique et prospère pour la région du Caucase du Sud, a déclaré le porte-parole du Département d'État américain, Ned Price, lors d'un point de presse.

« Nous nous félicitons, comme vous l'avez déjà entendu dans les comptes rendus du Secrétaire Blinken, de la rencontre du 6 avril entre le Premier ministre Pashinyan et le Président Aliyev à Bruxelles, y compris de la dynamique positive des préparatifs des pourparlers de paix et de la formation d'une commission bilatérale sur la délimitation des frontières », a-t-il déclaré.

« Comme le secrétaire d'État l'a souligné lors des appels qu'il a eus avec ces deux dirigeants la veille, le 5 avril, nous continuons à encourager la poursuite des négociations de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et nous avons réitéré - et le secrétaire d'État a réitéré - que les États-Unis sont prêts à s'engager bilatéralement et avec des partenaires de même sensibilité, y compris dans le cadre de leur rôle de coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE, pour aider les pays à trouver une paix globale à long terme », a ajouté le porte-parole.

Ara Toranian

9- Les Nouvelles d'Arménie

15/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91770

L'Arménie propose à la Turquie d'ouvrir sa frontière aux détenteurs de passeports diplomatiques dans un premier temps, mais Ankara temporise

La troisième réunion entre les représentants spéciaux de l'Arménie et de la Turquie pourrait avoir lieu à Vienne, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Vahan Hunanyan.

« Il existe un accord préliminaire entre les parties selon lequel la prochaine réunion pourrait avoir lieu à Vienne. Le public sera dûment informé dès que le calendrier et le lieu de la réunion seront définitivement confirmés », a déclaré le porte-parole.

Commentant les remarques du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, selon lesquelles la réunion ferait mieux de se tenir soit en Arménie, soit en Turquie, M. Hunanyan a déclaré : « Lors des précédentes tentatives de normalisation, des réunions ont eu lieu en Arménie et en Turquie au niveau des négociateurs et même des présidents, mais, comme vous le savez, elles n'ont pas abouti. Je veux dire que ce qui compte, c'est la volonté politique de parvenir à la normalisation et la volonté de prendre des mesures claires et substantielles. Nous affichons les deux et nous attendons la même chose de la Turquie. Si la volonté existe, le lieu des réunions deviendra simplement une question technique. »

En outre, a-t-il dit, la proposition de tenir les réunions des représentants spéciaux en Arménie et en Turquie montre que, dans la compréhension qu'a la Turquie du processus, celui-ci est de nature entièrement bilatérale. « Dans ce cas, il aurait été raisonnable de ne pas entendre les déclarations hebdomadaires des représentants de la Turquie selon lesquelles ils font avancer le processus en coordination avec l'Azerbaïdjan », a ajouté le porte-parole.

S'agissant de la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie, le ministre Cavusoglu a mentionné la nécessité de prendre des mesures « courageuses ».

« La partie arménienne est pleinement d'accord avec la nécessité de prendre des mesures courageuses. Nous avons montré à plusieurs reprises que nous étions prêts à aller de l'avant, notamment avec la participation de notre ministre des affaires étrangères au forum diplomatique d'Antalya et la levée de l'embargo économique. Le rétablissement des vols entre l'Arménie et la Turquie a également constitué une étape bilatérale importante », a répondu Vahan Hunanyan.

« Nous sommes convaincus que la seule voie pour aller de l'avant implique des étapes continues et claires. Par exemple, nous avons proposé à la partie turque,

pour la première phase, d'ouvrir la frontière terrestre aux personnes titulaires de passeports diplomatiques, mais la partie turque tarde à le faire. Nous pensons qu'il s'agirait d'une étape modeste mais importante, et surtout logique. Nous espérons qu'il sera possible d'obtenir des résultats sur cette question », a conclu le porte-parole.

par Ara Toranian

PLUS D'INFORMATION SUR LE LIEN PLUS BAS (Site du ministère des affaires étrangères d'Arménie, en anglais)

https://www.mfa.am/en/interviews-articles-and-comments/2022/04/15/comment_-15.04/11405

10- Les Nouvelles d'Arménie

15/04/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91772

Igor Khovaev sera le représentant spécial de la Russie pour soutenir la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré hier lors de son briefing hebdomadaire que le coprésident russe du groupe de Minsk de l'OSCE, Igor Khovaev, continuera à travailler en tant qu'envoyé spécial du ministre russe des Affaires étrangères pour promouvoir la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Maria Zakharova a déclaré « *Igor Khovaev poursuivra son travail dans son nouveau poste sur les questions de promotion de la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en tant que représentant spécial du ministre des*

Affaires étrangères de la Fédération de Russie. »

Selon elle, I. Khovaev se concentrera sur la préparation d'un accord de paix. Elle a exprimé l'espoir qu'à Erevan et Bakou soutiendront les efforts de Khovaev. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

11- Les Nouvelles d'Arménie

16/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91789

75 000 citoyens russes sont arrivés en Arménie

Environ 75 000 personnes sont arrivées en Arménie depuis la Russie depuis fin février, a déclaré le ministre de l'Economie Vahan Kerobyan dans une interview avec RBC russe.

"Quant aux citoyens ukrainiens, ce sont principalement des Arméniens de souche, qui ont dû retourner dans leur patrie. Il n'y a pas beaucoup d'Ukrainiens de souche, peut-être quelques milliers, pas plus. Près de la moitié des 75 000 citoyens russes qui sont arrivés en L'Arménie depuis fin février possède également des passeports arméniens », a déclaré Kerobyan.

Il a ajouté que tous ne resteront pas en Arménie. « Quand j'ai pris l'avion pour la Russie, il y avait beaucoup de Russes dans l'avion qui avaient volé à Erevan quelque temps auparavant et qui revenaient », a déclaré Kerobyan.

Il a déclaré que les Russes peuvent rester en Arménie pendant 180 jours sans aucun document spécial. « En général, l'Arménie, vous savez, est un pays hospitalier, et les citoyens de la Fédération de Russie peuvent y vivre et y travailler librement », a déclaré Kerobyan.

Il a également rappelé que la Russie est déjà le plus gros investisseur en Arménie. "Et nous pensons que, sur la base de nombreux facteurs, le taux d'investissement devrait être au moins le même. Il est clair que la situation économique est un peu

plus compliquée en raison des sanctions, etc. Mais je pense que l'activité économique de notre coopération ne devrait pas diminuer, mais plutôt augmenter », a déclaré Kerobyan.

par [Jean Eckian](#)

12- Le Devoir

15/04/2022

<https://www.ledevoir.com/monde/europe/699777/en-armenie-exiles-a-erevan-des-russes-esperent-se-refaire-une-vie>

Exilés à Erevan, des Russes espèrent se refaire une vie

Par Anne-Marie Provost

à Erevan

Sur un muret de béton, l'eau pour le thé chauffe dans un samovar qui crache sa fumée devant le paysage à couper le souffle. Alexey Tarasenko, blogueur culinaire russe de 29 ans au rire facile, un chapeau jaune enfoncé sur les oreilles et vêtu d'un survêtement bleu sur lequel on peut lire « U.S. Embassy Yerevan, Armenia » [Ambassade américaine à Erevan, Arménie], souffle sur des morceaux de bois dans la petite cheminée.

« Nous n'avons jamais voulu quitter la Russie, raconte-t-il au *Devoir* dans un anglais un peu cassé. Mais, en une journée, nous avons décidé qu'il était temps de changer d'idée. » Celui qui a participé à plusieurs manifestations contre le régime de [Vladimir Poutine](#) est arrivé avec sa femme et ses deux enfants dans la capitale arménienne début mars. Ils sont partis en catastrophe à cause de l'[invasion russe](#) en Ukraine.

« La prison ne me fait pas peur. C'est surtout la crainte que mes enfants puissent se retrouver à l'orphelinat parce que nous manifestons, explique-t-il. La façon de penser des gens intoxiqués par la propagande est la deuxième chose qui me fait le plus peur. Ça ne va pas changer même si Vladimir Poutine part. » Il est pessimiste quand il parle de la Russie, un sentiment généralisé ici.

En ce dimanche, le temps est doux à Erevan. Des dizaines de Russes en exil sont rassemblés pour un *potluck*, dans le décor délabré et barbouillé de graffitis d'un ancien restaurant à l'architecture imposante du parc de la Victoire. Ils sont tous jeunes, dans la vingtaine et la trentaine. Au loin, le mont Ararat et ses deux grands pics enneigés attirent le regard, avec, à ses pieds, la ville et ses tours à l'allure soviétique. Le temps d'un après-midi, ils redonnent vie à ce lieu étrangement laissé à l'abandon.

Il est difficile de savoir combien de Russes ont quitté leur pays depuis le début de la guerre. L'Arménie, ex-membre de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), est une destination populaire, tout comme la Géorgie et la Turquie. Le Service de migration arménien n'était pas en mesure de préciser au *Devoir* le nombre de citoyens russes qui sont entrés dans le pays depuis le 24 février. Mais entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} avril de cette année, ils étaient près de 142 000 Russes à avoir traversé la frontière de l'Arménie, contre un peu plus de 43 000 l'année dernière. Le pays fonctionne maintenant avec un régime parlementaire et le russe est parlé comme langue seconde par bon nombre d'Arméniens. Les Russes peuvent y entrer facilement sans visa et sur présentation de leur passeport intérieur, qui consiste en une carte d'identité.

Certains sont partis à cause du coût des médicaments qui a grimpé en flèche à la suite des sanctions. D'autres veulent éviter le service militaire obligatoire. Plusieurs craignent [la loi qui prévoit jusqu'à quinze ans de prison](#) pour les personnes diffusant des « informations mensongères » sur la [guerre en Ukraine](#). Un nombre important de travailleurs du secteur des technologies de l'information (TI) ont aussi déposé leurs valises à Erevan.

Igor — pour qui nous utilisons un nom d'emprunt puisqu'il ne veut pas être identifié pour des raisons de sécurité, à l'instar de plusieurs Russes —, un vingtenaire qui travaille pour une compagnie de TI basée aux États-Unis, est arrivé à la mi-mars. Des dizaines d'employés de son entreprise sont déménagés comme lui. Leur employeur avait de la difficulté à les payer à cause de l'exclusion de banques russes du système de paiement SWIFT, et s'est également retrouvé avec un problème d'image à gérer auprès de certains clients.

Si certains de ses collègues restent somme toute indifférents à l'invasion de l'Ukraine, Igor, lui, est très critique de Vladimir Poutine et a participé à des manifestations en soutien à Alexeï Navalny, un opposant du régime. « Ma famille m'appelle le "traître national". À moitié à la blague, mais je sais qu'ils le pensent en partie », relate-t-il au *Devoir*, dans un café du centre où plusieurs Russes du secteur des TI sont en télétravail.

Ses parents et ses grands-parents s'abreuvent des médias officiels russes, tandis que lui s'informe sur des sites indépendants. « J'essaye de montrer à ma mère ce qui se passe réellement en Ukraine, mais les sites sont bloqués par la Russie et elle n'installera pas de VPN », dit-il. Il évite de lui envoyer du contenu en provenance de médias occidentaux, des sources que sa mère rejetterait du revers de la main. Mais, de toute façon, il a perdu espoir de lui faire changer d'idée.

Il reste que les tensions pourraient être pires et ses parents étaient tristes quand il a quitté la maison familiale pour aller en Arménie. « Je suis encore un membre de la famille, affirme-t-il. Pour moi, émotionnellement, ce serait plus facile s'ils ne m'aimaient plus. »

Dans l'immédiat, Igor tente d'obtenir son passeport international auprès de l'ambassade russe, ce qui lui permettrait de se déplacer dans d'autres pays. Mais l'idée est populaire et les plages de rendez-vous sont réservées jusqu'au mois d'août. Il envisage d'obtenir un permis de résidence d'un an, car les Russes peuvent résider seulement six mois sur le territoire arménien sans documentation supplémentaire.

Soutien à l'Ukraine

Plusieurs sont de passage pour aller ailleurs, et d'autres pourraient rester plus longtemps, et leur arrivée massive s'est rapidement fait sentir dans un pays qui n'était pas prêt à les accueillir de cette façon.

Dans une allée de garages qui ne paie pas de mine derrière la rue Saryan, une artère branchée du centre sur laquelle pullulent les bars à vin, les restaurants et les pâtisseries, un café qui a ouvert ses portes dans un des entrepôts est devenu l'un de leurs lieux de prédilection. Le nombre de clients russes a grimpé depuis la fin février, nous raconte le propriétaire, un Arménien, qui a dû embaucher des

employés supplémentaires.

Un jeune barista de 23 ans, Sasha, sert rapidement les clients. Sur le mur, une affiche qui fait la promotion d'un événement en soutien à l'Ukraine a été collée. C'est ici que nous rencontrons Marika Semenenko, une entrepreneure et militante de 35 ans qui a récemment quitté à regret l'équipe du bar qu'elle a fondé à Moscou.

« C'était ma limite. Je ne peux pas vivre dans un pays qui tue des gens en Ukraine. J'ai beaucoup d'amis là-bas et je ne pouvais plus leur justifier pourquoi je restais en Russie », explique-t-elle. Son père est Ukrainien, et elle espère un jour s'y rendre pour aider à la reconstruction.

Entre-temps, avec son conjoint Ilya, elle ouvrira sous peu un bar au centre d'Erevan et utilisera le local pour organiser de l'aide aux Ukrainiens, avec le coup de main de Russes nouvellement arrivés et d'Ukrainiens qui résident en Arménie. « À Erevan, je peux critiquer à haute voix et aider, ce que je ne peux pas faire à Moscou », dit-elle, pragmatique.

Les Russes peuvent compter sur l'aide des banques et autorités arméniennes, qui les aident à démarrer rapidement des entreprises. Leurs initiatives pourraient redonner un regain au pays, pense Diana Mnatsakanyan, qui travaille dans l'industrie touristique et aide de nouveaux venus russes, à la recherche de logements et d'écoles, à s'intégrer. L'intégration ne se fait pas sans tensions, rapporte-t-elle, car les Arméniens ont tendance à être repliés sur eux-mêmes. « Il faut que le pays s'ouvre, ça va être bon pour nous », insiste-t-elle.

Combat contre des propriétaires

Des propriétaires de logements veulent de leur côté profiter de l'arrivée des Russes, qui ont plus de moyens. « Les propriétaires font du chantage », lance Mélinée Ghaziguian, une Française d'origine arménienne arrivée au pays l'année dernière.

Plusieurs locataires n'ont pas de contrat en bonne et due forme, ce qui favorise les abus. « J'ai entendu énormément de témoignages d'Arméniens où certains paient 400 euros par mois, et les propriétaires veulent hausser le loyer à 1000,

1200 euros, sous menace d'expulsion », dit-elle.

Au milieu de l'entrevue avec *Le Devoir*, dans un café, elle se souvient brusquement qu'elle doit recharger son téléphone. Elle-même est en conflit avec son propriétaire, qui cherche à l'évincer depuis la mi-mars. Il a fait couper l'électricité il y a quelques jours. « Je vis à la bougie et je fais chauffer l'eau pour la douche sur la gazinière », laisse tomber celle qui n'a pas l'intention de partir.

Exaspérée, elle a engagé un avocat et a fondé un collectif pour faire pression sur le gouvernement et informer les locataires de leurs droits.

13- Le Courrier d'Erevan

15/04/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-premier-ministre-recu-brice-roquefeuil--copresident-francais-du-groupe-de-minsk-de-losce>

Le Premier ministre a reçu Brice Roquefeuil, Coprésident français du groupe de Minsk de l'OSCE

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a rencontré le Coprésident français du groupe de Minsk de l'OSCE, Brice Roquefeuil, informe le bureau de presse du Premier ministre.

Le Premier ministre a souligné l'importance du rôle de la France en tant que pays coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE, et s'est félicité de la visite de M. Roquefeuil qui sera l'occasion de discuter de la situation en Artsakh et des processus en cours dans ce contexte.

Les deux hommes ont souligné le rôle des Coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE dans le règlement global du conflit du Haut-Karabagh.

Ils ont également abordé des questions humanitaires, ainsi que la possibilité de

négocier un accord de paix avec l'Azerbaïdjan. À cet égard, on a insisté sur le rôle de médiateur de la Coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE et des pays coprésidents.

14- Les Nouvelles d'Arménie

14/04/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91745

Pachinian défend ses concessions au Karabagh

Le Premier ministre Nikol Pachinian a réaffirmé mercredi 13 avril que son gouvernement était prêt à reconnaître formellement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et a déclaré que l'Arménie subissait des pressions internationales pour revoir à la baisse ses exigences concernant le statut du Haut-Karabakh.

« Aujourd'hui, la communauté internationale nous dit clairement que le fait d'être le seul pays au monde à ne pas reconnaître bilatéralement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, allié de la Turquie, est très dangereux non seulement pour l'Artsakh (Karabakh) mais aussi pour l'Arménie », a déclaré M. Pachinian au Parlement arménien.

« Aujourd'hui, la communauté internationale nous dit à nouveau : 'Baissez un peu votre barre sur la question du statut du Haut-Karabagh et nous assurerons une grande consolidation internationale autour de l'Arménie et de l'Artsakh'. Ou alors, dit la communauté internationale, ne placez pas vos espoirs en nous. Non pas parce que nous ne voulons pas vous aider, mais parce que nous ne pouvons pas vous aider », a-t-il déclaré dans un discours d'une heure.

M. Pachinian a déclaré qu'il souhaitait donc signer un traité de paix avec l'Azerbaïdjan « dès que possible ». Il a réaffirmé que les propositions de Bakou concernant un tel accord, notamment la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale de l'autre, sont acceptables pour Erevan. Il a de nouveau déclaré qu'une « clarification du statut final du Haut-Karabakh » doit également figurer à l'ordre du jour des prochains pourparlers arméno-azerbaïdjanais sur le traité.

M. Pachinian n'a pas dit explicitement si son administration est également prête à reconnaître officiellement la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Karabakh. Il a seulement noté qu'Erevan mettra l'accent sur « les garanties de sécurité pour les Arméniens du Karabakh et leurs droits et libertés. »

Les leaders de l'opposition arménienne n'ont pas tardé à condamner fermement ces remarques. Ishkhan Saghatelian, un membre important de la principale alliance d'opposition Hayastan, a déclaré que Pachinian a ouvertement exprimé son intention de replacer le Karabakh sous le contrôle de l'Azerbaïdjan.

« Cela signifie que nous perdrons finalement l'Artsakh parce que l'Artsakh sera laissé sans Arméniens si nous suivons cette voie », a-t-il déclaré au service arménien de RFE/RL. « C'est absolument inacceptable pour nous ».

Saghatelian a déclaré qu'un changement de régime en Arménie est le seul moyen d'empêcher un tel scénario.

Hayastan et l'autre bloc d'opposition parlementaire, Pativ Unem, ont rassemblé conjointement des milliers de partisans à Erevan, le 5 avril, pour mettre en garde le gouvernement arménien contre toute concession de grande envergure à Bakou. Ils ont fait part de leur intention d'organiser d'autres manifestations de ce type dans les semaines à venir.

M. Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev se sont rencontrés à Bruxelles, le 6 avril, pour des entretiens organisés par Charles Michel, le plus haut fonctionnaire de l'Union européenne. M. Michel a qualifié la réunion trilatérale de « productive », affirmant que les deux dirigeants ont convenu d'« avancer rapidement » vers l'accord de paix.

M. Aliev a semblé satisfait des pourparlers de Bruxelles, lorsqu'il s'est adressé aux membres de son gouvernement mardi. Il a déclaré qu'il lui était apparu clairement que « l'Arménie renonce à ses revendications territoriales » vis-à-vis

de l'Azerbaïdjan.

M. Aliev a également souligné le fait que la déclaration écrite de M. Michel publiée à l'issue des pourparlers ne faisait aucune mention du conflit du Karabakh ou du territoire à population arménienne lui-même.

Le président azerbaïdjanais affirme régulièrement que la victoire de son pays dans la guerre de 2020 avec l'Arménie a mis fin au conflit. Les dirigeants arméniens ont contesté cette affirmation jusqu'à récemment.

Mercredi, M. Pachinian n'a pas précisé si la pression exercée sur la partie arménienne émanait uniquement de l'Occident ou également de la Russie.

Depuis des décennies, la Russie, les États-Unis et la France codirigent le groupe de Minsk de l'OSCE, chargé de négocier un règlement du conflit du Karabakh. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré la semaine dernière que Washington et Paris avaient cessé de coopérer avec Moscou sur le différend arméno-azerbaïdjanais en raison de la guerre en Ukraine. Les responsables américains et français n'ont pas démenti cette affirmation.

M. Pachinian doit rencontrer le président russe Vladimir Poutine, le 19 avril, lors d'une visite officielle à Moscou.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

...

[Message tronqué] [Afficher l'intégralité du message](#)

